

OPACITÉ FINANCIÈRE

Comment les multinationales pétrolières et minières se moquent du fisc et des États

Ne payer que 6% d'impôts quand on gagne 4 milliards de dollars par an, c'est possible ! Les multinationales Glencore, Chevron ou BP s'y attellent. Et débordent d'imagination pour multiplier les filiales dans les paradis fiscaux ou «les juridictions secrètes». Quant au groupe pétrolier français Total, il est le champion toutes catégories de l'opacité. C'est ce que révèle un rapport de la coalition «Publiez ce que vous payez». L'Algérie est un des pays «victimes» de cette opacité financière, avec la «complicité» des pouvoirs publics.

Les géants du pétrole, du gaz et des mines cultivent l'opacité financière et pratiquent massivement l'évasion fiscale. Pour la première fois, une étude menée par la section norvégienne de la coalition internationale des ONG «Publiez ce que vous payez» a établi la liste des filiales de ces multinationales et leur localisation. Résultat : les dix principales multinationales du secteur possèdent 6 038 filiales, dont plus d'un tiers sont basées dans des paradis fiscaux. Ces 10 entreprises, dont Exxonmobil, Chevron, Shell, BP, Rio Tinto ou Glencore, ont généré en 2010 un chiffre d'affaires de 1 824 milliards de dollars ! Et réalisé 144 milliards de dollars de profit, tout en pratiquant une «optimisation fiscale» qui leur a permis de payer beaucoup moins d'impôt.

Chevron champion de l'évasion

Le rapport intitulé «Piping Profit», publié le 20 septembre 2011, a étudié cinq compagnies minières et cinq compagnies pétrolières et gazières, pour tenter de cerner l'extraordinaire complexité de la structuration de ces multinationales et l'évasion fiscale permise par cette opacité. La compagnie la plus opaque, d'après l'étude ? La multinationale états-unienne Chevron. 62% de

ses filiales sont basées dans des paradis fiscaux, dont une partie importante aux Bermudes et aux Bahamas. Aux États-Unis, deux filiales sur trois sont domiciliées dans l'État de Delaware, la localisation favorite de toutes les industries énergétiques et minières. Dans cet État, paradis de l'opacité, les exigences internationales concernant la transparence des entreprises ne sont pas respectées, les comptes des compagnies et le détail des actes de propriété ne sont pas rendus publics. Un lieu très apprécié par ces dix entreprises : 915 de leurs filiales états-unienues y sont domiciliées ! Soit près de quatre sur cinq ! Autres destinations favorites pour les industries extractives : les Pays-Bas, juste devant les Bermudes, Singapour, les Bahamas, la Suisse ou le Luxembourg.

Juridictions secrètes

Difficile de trancher sur les pires pratiques. BP, la compagnie britannique aux 1 500 filiales, dont un tiers basé dans des paradis fiscaux ? Ou Exxon et ConocoPhillips, dont respectivement 52% et 57% des filiales sont domiciliées dans des «juridictions secrètes» selon les critères définis par le réseau Tax Justice Network ? Du côté des entreprises minières, le prix de l'opacité est décerné à la multinationale suisse Glencore.

Celle-ci, épinglée à de nombreuses reprises pour son pillage des ressources minières, notamment en Afrique, contrôle 60% de la production mondiale de zinc, 50% de cuivre, 38% d'aluminium, et 9% du marché mondial des céréales. Près de la moitié de la cinquantaine de filiales de Glencore sont basées dans des paradis fiscaux. Ce qui l'aide sans doute à avoir un taux d'imposition défiant toute comparaison : l'entreprise a payé en 2010 seulement 230 millions de dollars d'impôts, pour un chiffre d'affaires de 150 milliards et un bénéfice net de 4 milliards. Soit un impôt sur les bénéfices en dessous de 6% !

Total dopé à l'opacité

Parmi les dix plus grandes compagnies pétrolières et gazières mondiales, 5 n'ont pas pu être intégrées dans le cadre de cette enquête : 4 entreprises publiques, propriétés des gouvernements d'Arabie Saoudite, d'Iran, du Venezuela et de Chine, principalement tournées vers le marché intérieur, et pour lesquelles les données n'ont pas pu être collectées. Et une cinquième : la multinationale française Total. Malgré les demandes répétées, la compagnie a refusé de donner toute information sur ses 685 filiales, leur localisation et leurs comptes financiers. Et en France,

la collecte des données sur les entreprises s'avère bien compliquée, selon les auteurs du rapport. Total affirme avoir moins de dix filiales dans des «territoires non coopératifs», selon le terme utilisé par la législation française. Dans ces paradis fiscaux, ses filiales sont uniquement «engagées dans des activités opérationnelles», affirme la multinationale : «l'exploration et la production de pétrole et de gaz au Brunei, la manufacture de produits chimiques spéciaux et la distribution de carburant dans les Philippines, au Costa Rica et au Liberia». Selon Total, les localisations de ces filiales «n'ont pas été choisies dans un but d'optimisation fiscale». Total posséderait aussi des filiales au Panama, aux Bahamas et dans les Bermudes. La compagnie Total affirme que ces filiales «n'ont pas été établies pour des raisons fiscales : elles sont souvent un héritage historique».

La multinationale se prononce par ailleurs contre la mise en place de nouveaux critères de transparence, comme le «reporting pays par pays», réclamé par la coalition d'ONG «Publiez ce que vous payez». Motif : les nouvelles règles ne garantiraient pas une concurrence libre entre les «acteurs de l'industrie» et risqueraient de ne pas respecter la souveraineté des États (sic). Sans

doute plus que la filiale de Total en Birmanie, qui possède les actifs de pétrole et de gaz dont les revenus soutiennent la junte militaire...

«Publiez ce que vous payez»

Les données collectées par la section norvégienne de l'ONG «Publiez ce que vous payez» sont notamment tirées des déclarations annuelles transmises par les compagnies, selon la législation en vigueur. Et sur ce point, la France — premier fournisseur de l'Algérie et un de ses principaux clients —, est bien en retard. Votée en 2010 aux USA, la loi Dodd-Frank, intégrée à la réforme des marchés financiers initiée par Barack Obama, oblige les entreprises cotées en Bourse aux États-Unis à publier chaque année le détail des paiements effectués dans chaque pays où elles opèrent, projet par projet. Si les lobbies de l'industrie extractive ne gagnent pas la bataille, l'Union européenne pourrait se doter prochainement d'une telle législation, afin de connaître dans le détail les flux financiers relatifs aux secteurs énergétiques et miniers. Et pouvoir peut-être lutter contre l'évasion fiscale et les pratiques douteuses permises par cette opacité. En attendant de supprimer, un jour, les paradis fiscaux.

Djilali Hadjadj

En Inde, le projet de loi contre la corruption ne passe pas

Le gouvernement indien et le Parti du congrès au pouvoir ont échoué à faire passer au Parlement une loi phare mais controversée sur la lutte anti-corruption, le jeudi 29 décembre 2011. Cette loi, qui prévoit notamment la création d'un poste de médiateur, est très critiquée car jugée trop modeste et pas assez efficace pour lutter contre un fléau qui gangrène toute la société indienne. Elle

accorde toutefois le pouvoir au médiateur d'enquêter sur les hauts responsables politiques et fonctionnaires soupçonnés de corruption. Ce sujet domine le débat politique depuis des mois. En août, un leader charismatique de 74 ans, Anna Hazare, avait cessé de s'alimenter pendant 12 jours pour protester contre la corruption, une action qui avait suscité une immense ferveur populaire dans le pays. Le gouvernement s'est trouvé à plusieurs reprises impliqué dans des scandales de corruption.

Adopté le 27 décembre par la Chambre haute du Parlement, le texte n'a pourtant pas été soumis au vote de la Chambre basse, du fait de l'avalanche d'amendements déposés par ses détracteurs. Il faut maintenant attendre la rentrée parlementaire, en février. «Cette loi est un échec. Personne n'en veut, car cela sonnerait la fin de la politique telle qu'elle se joue aujourd'hui», accuse le site d'information «First Post», pour qui aucun homme politique ne veut vraiment ce que veut le peuple : des institutions fortes pour combattre la corruption». La loi prévoit la création d'un poste de médiateur chargé d'enquêter sur les hauts responsables politiques, les fonctionnaires, et même le Premier ministre.

D. H.

COMMENT LES RÉGIMES DU MAGHREB ET DU MOYEN-ORIENT OSENT ENCORE DISCOURIR SUR LA NÉCESSAIRE IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

La Conférence arabe sur la lutte contre la corruption adopte son plan d'action 2012-2013

Les travaux de la 3^e Conférence annuelle du réseau arabe pour le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption ont pris fin il y a quelques jours à Fès au Maroc, après avoir adopté le plan d'action 2012-2013 qui prévoit le renforcement des capacités des instances non gouvernementales, la mise en œuvre effective de la Convention des Nations unies pour la lutte contre la corruption dans les pays arabes, et ce, en misant notamment sur la prévention et l'échange d'expertises entre les pays membres du réseau, ainsi que la mise en place d'actions visant l'évaluation du degré d'investissement des pays arabes dans la lutte

contre la corruption et le renforcement des capacités des enquêteurs et des investigateurs. La conférence a également approuvé une série de recommandations qui mettent l'accent sur la nécessité de l'implication de la société civile dans la lutte contre la corruption.

Parmi ces recommandations figurent essentiellement des propositions pour renforcer la coopération entre les instances gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de la lutte contre la corruption, associer la société civile dans l'instauration des politiques de lutte contre la corruption, assurer aux citoyens le droit à l'information et consolider leurs capacités de

plaidoirie, de doléance et de dénonciation des actes de corruption dont ils sont victimes ou témoins.

Le réseau arabe de lutte contre la corruption a recommandé aussi dans sa liste de conclusions le fait d'accorder plus d'importance au rôle joué par le journalisme d'investigation dans la lutte menée par les différentes composantes de la société contre la corruption.

Comment les régimes du Maghreb et du Moyen-Orient osent encore discourir sur la nécessaire implication de la société civile dans la lutte contre la corruption, alors que sur le terrain ils combattent sans merci cette société civile ?

D. H.

Des mots pour le dire

Le pétrole ou l'emprise des dictateurs sur les populations

«Où a-t-on vu que le pétrole avait jamais été en Afrique source de progrès et de bien-être pour les populations autochtones ? Ce qui est arrivé chaque fois, c'est toujours exactement le contraire : chez nous, qui dit pétrole dit malédiction des populations, dictature, violence, guerre civile. L'oléoduc, au mieux, servirait à conforter l'emprise des dictateurs sur les populations ; ils auraient plus d'argent, donc plus d'armes, plus de polices, plus de moyens de corrompre.»

Mongo Beti (1932-2001), écrivain camerounais